



## Le roi et ses discours

« En ces temps perturbés que nous vivons, soyons vigilants, et montrons-nous lucides face aux discours populistes. Ils s'efforcent toujours de trouver des bous émissaires à la crise, qu'il s'agisse de l'étranger ou des habitants d'une autre partie de leur pays. Ces discours existent aujourd'hui dans de nombreux pays européens et aussi chez nous. La crise des années 30 et les réactions populistes de cette époque ne doivent pas être oubliées. On a vu le mal que cela fit à nos démocraties. »

Ces quelques phrases prononcées par le roi dans son discours de Noël ont suscité, on le sait, de vives réactions en Flandre, et pas seulement dans les milieux nationalistes, qui se sentent évidemment visés. Un journal aussi modéré que *De Morgen* regrettait, dans son éditorial, que tout ce qui touche au rôle politique du roi soit entouré d'un voile de secret. Et se demandait : « Est-il

si étrange qu'en 2012, dans une démocratie parlementaire moderne, on pose des questions sur un vestige de l'ancien régime ? »

Mais les charges les plus virulentes sont bien sûr venues de Bart De Wever, qui, en fin stratège qu'il est, ne rate pas une occasion de se démarquer du troupeau. Dans un long article publié dans *De Standard*, il affirme notamment que le roi devrait se cantonner dans une stricte neutralité et que, comme dans les monarchies d'Europe du Nord, son discours devrait être écrit par le Premier ministre. (Il rappelle perfidement au passage que le roi ne s'adresse à la population à la Noël que depuis 1961 parce qu'auparavant il craignait de froisser les socialistes, qui, à l'époque, étaient républicains !)

Son de cloche radicalement différent – bien entendu, est-on malheureusement for-

cé décrire – en Wallonie et à Bruxelles, où, s'agissant de la monarchie, pour anachronique que soit cette institution, l'unanimité est de règle, dans le monde politique aussi bien que dans les médias. C'est que, pense-t-on, en prenant la défense du roi, on préserve la Belgique. Pauvre Belgique, en vérité, s'il est vrai qu'elle ne tient plus qu'à ce fil tenu ! La France a-t-elle risqué de disparaître lorsque la monarchie y a été abolie ? Ou, plus récemment, l'Italie ou la Grèce ?

On pourrait certes avancer que ce qu'a déclaré Albert II est une évidence, qu'il n'y a sur le fond rien à y redire et que, si quelqu'un se sent morveux, ma foi qu'il se mouche ! Assurément. Mais le problème n'est pas là.

À nos yeux de républicains, que les propos du roi soient ou non pertinents importe fort peu. Ce qui est inacceptable, c'est qu'il puisse exprimer quelque avis que ce soit

de sa propre initiative, même si cet avis est cautionné par le Premier ministre.

L'opinion publique francophone, en raison de l'indigence du débat politique, est tétanisée à l'idée de toucher à ce qu'elle perçoit comme un fondement du frêle édifice qu'est la Belgique. Il paraît dès lors illusoire de vouloir, à court terme, mettre fin à l'institution monarchique.

Mais qu'au moins celui ou celle qui occupe la fonction de chef de l'État par la seule vertu de sa naissance, et est donc dépourvu de toute légitimité démocratique, s'exprime uniquement au nom du gouvernement, et pas seulement avec son aval.

Jean-Paul Roos

## Rions un peu

Dans sa chronique publiée le 2 janvier dans *La Libre*, Marc Uyttendaele se sentait d'humeur friponne. À moins qu'avec le retour de la lumière, ses yeux se dessillent...

2012, quelle belle année... Une année pendant laquelle la Belgique s'est transformée en paradis... L'une des plus grandes fortunes du monde, fuyant un dragon fiscal, n'a pas choisi de s'exiler dans les îles Grenadines, mais dans la charmante commune d'Uccle. (...) Une autre personnalité, qui fut jadis un acteur de talent, plutôt que de s'exiler à Jersey, comme Victor Hugo, a

choisi la riante localité de Néchin pour échapper à la guillotine fiscale qui allait s'abattre sur ses maigres deniers. (...)

Savent-ils au moins, ces futurs nouveaux Belges, que, avant même que leur demande de naturalisation ait abouti, ils devront peut-être faire un autre choix entre l'État Wallonien-Bruxelles et le nouvel État flamand ? (...)

Mais leurs conseillers financiers les ont mis en garde. Demain, dans ce nouveau pays, c'est à 95 % que l'on risque de taxer leur tranche supérieure de revenus. Pire, certains se demandent s'il ne vaudrait pas mieux rattacher

cher cette nouvelle Fédération à un beau et grand pays voisin, fort de ses valeurs et de sa culture... Leur pire cauchemar : redevenir Français par la bande. Tout, mais pas ça. Comme seul le lucire les guide, ils seront les nouveaux Flamands de demain. Ils vont, de nouveau, devoir déménager et apprendre la langue flamande. (...)

Gérard Depardieu et Bernard Arnanl devront, comme un artisan turc, un plombier albanais,

une femme de ménage nigériane, suivre un parcours d'intégration. Ils devront apprendre le flamand, réciter dans le texte les œuvres de Guido Gezelle, regarder l'ensemble des épisodes

des *Pfaff*. Qui sait si Obélix (...) accueilli parmi les bekende Vlaamingen, ne verra pas son buste figurer dans toutes les maisons communales. On perçoit en effet, sur le plan de l'élégance, la parenté existant entre le récent habitant de Néchin et l'homme fort de la Flandre, celui qui déclarait il y a trois ans : « Il y a des rumeurs qui courent, je m'en fous comme de l'an 40... Ce qui se passe derrière mon dos, c'est dans mon cul. »

Répétons que le propos est de Marc Uyttendaele (pour rappel : constitutionnaliste, avocat de l'État belge et mari de Laurette Onkelinx, vice-Première ministre).

## Nouvelles de l'ABF

L'Alliance Bruxelles-France s'est réunie pour la deuxième fois en assemblée le 13 décembre 2012.

L'assemblée a adopté le «Manifeste pour la réunion de Bruxelles à la France», que nous publions dans ce même numéro.

Elle a mandaté un de ses membres pour ouvrir un site Internet, dont l'adresse est : [alliancebruxellesfrance.be](http://alliancebruxellesfrance.be).

Elle a également fixé le montant des cotisations :

- minimum : 10 €;
- comprenant l'abonnement au mensuel *4Millions*7 (qui contient le supplément bimensuel *France-Wallonie-Bruxelles*) : 20 €;
- membre donateur : plus de 20 €.

L'ABF retournera à la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles, editrice de *4Millions*7, le prix de l'abonnement, soit 12 €.

Le numéro de compte sur lequel les amis de l'ABF sont invités à verser leur cotisation leur sera communiqué par courrier.

Enfin, l'assemblée a décidé de garder à l'ABF le caractère d'une association de fait et a examiné divers projets d'emblème, mais a reporté son choix, le temps de mettre en forme d'autres propositions émises en séance. [Elle arrêtera son choix lors d'une prochaine réunion].

La prochaine réunion se tiendra le

**jeudi 21 février 2013 à 19 h**

au Ciccio Bello  
place Wiener  
à Watermael-Boitsfort

À l'ordre du jour : contenu du site, propositions d'activités, statuts, bureau provisoire.

J.-F. G.  
Contacts : Jean-Paul Roos, 65,  
rue Middelbourg, 1170 Bruxelles  
Tél. : 0474.30.21.56  
Courriel : jproos04@yahoo.fr

# ALLIANCE BRUXELLES-FRANCE MANIFESTE POUR LA RÉUNION DE BRUXELLES À LA FRANCE

Le Mouvement flamand à l'œuvre depuis plus d'un siècle a conduit la Belgique dans une impasse qui a toutes les chances de lui être fatale. En 2014, d'avan-tage encore qu'en 2007 et 2010, la question de la survie de l'État Belge sera d'ailleurs une fois de plus posée.

Faut-il rappeler en effet que, pris ensemble, les partis indépendantistes recueillent plus de 40 % des suffrages en Flandre; compter sur la résistance des partis traditionnels, eux-mêmes travaillés par des courants autonomistes, paraît téméraire. Une majorité semble d'ores et déjà acquise à l'idée d'un système réformé de l'État, consistant en une dévolution extrême des compétences, qui le transformerait en coquille vide. Les Francophones qui voudraient «sauver le pays» à ce prix sacrifieraient la réalité à l'apparence; ils ne voient pas qu'ils permettraient à la Flandre de garder la main sur Bruxelles, de conserver les avantages de la Belgique tout en en repudiant les charges et de continuer à disposer d'un vecteur commode pour son affirmation internationale, bref d'avoir deux États à son service: le sien et la Belgique.

Plus encore que celui de la Wallonie, le destin de Bruxelles paraît incertain, surtout tant que les Bruxellois ne regarderont pas la réalité en face et qu'ils n'exprimeront pas la vision claire de ce qu'ils sont et de ce qu'ils veulent devenir.

A. Pour nous, membres fondateurs de l'Alliance Bruxelles-France, **Bruxelles est en premier lieu une ville de culture française, Bruxelles est une Région à part entière, Bruxelles doit rester étroite-**

**ment unie à la Wallonie** en toutes circonstances.

1. **Bruxelles est une ville francophone** à 90 %, dont les habitants, quelles que soient leurs origines, s'instruisent, travaillent et communiquent pour l'essentiel en français.

a) Contrairement aux thèses communautaristes, qui minimisent grossièrement le nombre des Francophones en présence tant Bruxelles comme une mosaïque d'ethnies et en voulant figer les appartenances, nous affirmons que le vecteur de l'intégration à Bruxelles est la langue française, comme elle l'a été au siècle passé, à plus forte raison pour les enfants d'une immigration majoritairement issue des pays latins d'Europe ou francophones du Maghreb et d'Afrique.

b) Les Bruxellois Flamands doivent conserver le droit d'utiliser leur langue pour leurs études, dans leurs relations avec l'administration et en justice, ainsi que dans leur vie sociale et culturelle. Cela implique certes des aménagements institutionnels pour permettre à la minorité l'autogestion de ses intérêts, mais n'impose pas comme aujourd'hui des privilèges de représentation, une division artificielle des compétences régionales et les recours politiques et administratifs démesurés du «modèle bruxellois» (bilinguisme généralisé et multiplication des organes et des mandats).

c) Enfin, Bruxelles est aussi un atout majeur pour la Francophonie: il n'est pas indifférent pour le rayonnement du français en Europe que le siège le plus important des institutions européennes soit situé dans une ville de langue française.

2. **Bruxelles est une Région à part entière** et entend le rester, quelle que soit la constellation institutionnelle future.

a) La Région est un corps politique: son territoire doit être fondé, non sur des critères prétendument objectifs de délimitation d'un espace socio-économique, mais sur le consentement de sa population. Elle doit donc inclure toutes les communes dont les habitants veulent en faire partie, mais non des communes, flammes ou wallonnes, dont les habitants ne le souhaitent pas.

Par ailleurs, la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, telle qu'elle est mise en œuvre, ne permet pas, comme la Flandre l'espérerait, de préfigurer la transformation des limites administratives en frontières d'État définitives. Il y a en effet superposition partielle des deux nouvelles circonscriptions électorales du Brabant flamand et de Bruxelles, puisque l'électeur du nouveau canton électoral de Rhode-Saint-Genèse, composé des six communes à facilités périphériques, pourra voter à la Chambre fédérale soit pour des listes bruxelloises, soit pour des listes du Brabant flamand, sans se déplacer et sans être identifié. Cela crée une sorte d'extraterritorialité, une zone d'entre-deux, qui n'est ni tout à fait Bruxelles, ni tout à fait la Flandre, et dont le sort doit donc être négocié en cas de séparation. Il appartient dès lors aux habitants de ces communes de transformer chacune de ces élections en plébiscite pour la Région bruxelloise, qui, de son côté, ne saurait ni abandonner des populations majoritairement francophones, ni renoncer à la continuité territoriale avec la Wallonie.

b) Les Bruxellois ne mesurent pas assez le progrès qu'a représenté pour eux la création de la Région en 1989, malgré ses imperfections et ses limites : une ville dispersée, privée de direction, livrée à la spéculation immobilière, aux autoroutes de péénétration et à la raudisation a enfn pu prendre en mains la préservation de son patrimoine, la rénovation urbaine, le développement du logement, une gestion plus rationnelle des déplacements et la promotion des transports publics.

c) La Région souffre cependant de deux déséquilibres majeurs, en termes d'emploi et de situation financière et sociale.

L'emploi : la Région bruxelloise est créatrice nette d'emplois, mais ne parvient pas à donner du travail à ses habitants ; elle affiche un taux de chômage de près de 20 % et de 30 % chez les jeunes de moins de 25 ans. Il faut commencer par rendre aux Bruxellois les milliers d'emplois publics qui leur sont pris et mettre fin à l'exigence – ou au prétexte – du bilinguisme individuel, qui constitue une entrave au bon fonctionnement des services publics (l'arrêté judiciaire et les difficultés de recrutement dans la police en sont deux bons exemples) et une discrimination de fait, qui renforce l'exclusion des jeunes issus de l'immigration.

La crise financière et sociale : Bruxelles est la troisième région la plus riche d'Europe, mais un Bruxellois sur quatre est pauvre ; quant aux communes, elles sont de plus en plus endettées. C'est que l'impôt sur la richesse produite à Bruxelles est perçu ailleurs. En cas de séparation, l'impôt sur le revenu sera perçu par la Région où il est produit, non par celle de la résidence du bénéficiaire.

3. Bruxelles est la ville qui compte le plus grand nombre de

Wallons d'origine et tout impose de **maintenir entre Bruxelles et la Wallonie une union étroite**, qui traduit la convergence de leurs intérêts et leur communauté de destin.

Solidarité culturelle : parce qu'ils ont en partage la langue et la culture françaises.

Solidarité politique : seule l'union des Bruxellois et des Wallons peut leur permettre de négocier sur pied d'égalité avec la Flandre les termes de la séparation et d'apparaître pour l'Europe, la France et les États tiers comme des interlocuteurs dignes de considération et d'intérêt.

Solidarité économique et financière : dans la période de transition, que nous souhaitons la plus courte possible, la Wallonie et Bruxelles, confrontées à des ressources déjà insuffisantes, devront coordonner étroitement leurs politiques et mutualiser leurs moyens au sein d'un espace économique et fiscal commun.

**B. Ni Bruxelles, ni la Wallonie ne disposent des moyens et du capital symbolique** – pour faire bref, la conscience et la volonté de former une Nation – **qui sont nécessaires pour se constituer en États indépendants.**

Pour Bruxelles, imagine-t-on une ville-État indépendante, enclavée dans le territoire d'un autre État, qui, de surcroît, lui serait largement hostile ?

Un territoire d'État (« Rijksgebied ») cogéré par les deux parties d'une hypothétique confédération, qui perpétuerait et accentuerait l'emprise de la Flandre sur la Région ? Hypothétique, car une confédération suppose la conclusion d'un traité entre États préalablement souverains, et peut-on concevoir qu'une fois indépendantes, Bruxelles et la Wallonie aient encore la tentation de partager

quoi que ce soit avec le nouvel État flamand ?

Un district fédéral européen ? Bruxelles n'est pas la capitale de l'Europe, mais le siège principal des institutions de l'Union européenne. Il n'est pas possible de transformer Bruxelles en district fédéral européen pour la simple raison que l'Union européenne n'est pas un État. L'Union, qui n'a ni le désir ni les moyens d'administrer un territoire, a besoin d'un cadre stable et sûr et des facilités de tout ordre qui lui permettent d'exercer ses fonctions et que seule peut lui offrir une entité étatique consistante, ce qui exclut donc également a priori tout scénario « indépendantiste ».

La Fédération Wallonie-Bruxelles doit-elle pour autant se transformer en État souverain ? Non : si Bruxelles et la Wallonie, prises séparément, ne paraissent viables ni politiquement ni économiquement, par quel miracle leurs faiblesses additionnées pourraient-elles donner naissance à un État stable et respecté dans le concert européen ?

**La seule voie qui s'ouvre à elles est dès lors une négociation avec le grand État voisin dont elles partagent la langue et la culture, en vue d'aboutir à une union qui ne soit ni une insuffisante association, ni une assimilation négatrice de leur personnalité propre, mais une intégration par un statut particulier au sein de la République**, tenant compte à la fois des caractéristiques communes et des spécificités des deux Régions, héritées de deux siècles d'existence séparée et de trente ans de fédéralisme.

Face à un monde ouvert au vent mauvais du désordre économique, où les forces déchaînées du capitalisme financier mènent une lutte à mort contre

l'État démocratique et social, et singulièrement contre l'État-Providence, face à une Europe complaisante, qui désarme les peuples au lieu de les protéger, le salut ne réside pas dans « la juxtaposition de territoires concurrents offrant leurs charmes, forcément inégaux, aux investisseurs des grandes firmes impériales qui dominent aujourd'hui le monde »<sup>1</sup>, comme le croit un nationalisme flamand à la fois ethnociste et néolibéral – grand bien lui fasse !

**Le salut, nous le cherchons, quant à nous, dans l'union à la « grande Nation »,** qui nous fit advenir jadis pour la première fois à la citoyenneté, et dans l'adhésion aux valeurs de la République, de la laïcité et du service public, ainsi qu'aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité, porteurs d'une promesse d'intégration, certes fragile, mais jamais démentie et toujours renouvelée, qui s'adresse à chacune et chacun, quelle que soit sa croyance, sa culture ou son origine.

**C'est cette voie, audacieuse, mais novatrice et pleine d'espérance, dictée autant par la raison que par le cœur, que l'Alliance Bruxelles-France, en parfaite intelligence avec son associatio sœur, l'Alliance Wallonie-France, entend approfondir et proposer à tous les Bruxellois, anciens et nouveaux.**

13 décembre 2012

<sup>1</sup> Sami NAIR, « La République, une et indivisible », dans *Le Monde* du 20 août 2000.



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

## C'est ça, la Belgique !

Il y a longtemps que cette vérité première devrait s'être inscrite dans tous les crânes des Wallons conscients : Il n'y a plus d'autre alternative pour nous que le choix crucial, déterminant, entre notre vassalisation croissante par la Flandre et l'arrachement à la belgitude. Ceux qui prétendent que la deuxième option est difficile, voire impossible, n'ont au fond aucune autre raison que celle de n'en vouloir pas. Mais qu'ils en assument alors franchement les conséquences. Si c'est leur sentiment qui parle, nous n'avons plus qu'à les plaindre. Chateaubriand a magnifiquement écrit qu'il est plus difficile de sortir des songes que de se rendre à la réalité. Si c'est leur intellect, alors faut-il leur dire doucement qu'ils divaguent.

On dit que l'État belge dépe-

rit. C'est assez vrai, quoique trop lent. En attendant l'inévitable issue – qu'ils s'emploient à hâter, c'est une justice à leur rendre –, nos maîtres flamands nous entraînent dans une grande stratégie mondiale, létale pour notre économie, mais qui passe comme muscade, entrobée qu'elle est dans leurs discours sirupeux et vénéneux sur les nécessités de « l'Europe ». Et nos sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates de faire chorus. Dans un rare éclair de lucidité, Mme Onkelinx avait suggéré de détendre un peu la laisse eurocratique pour que la pauvre bête populaire puisse souffler. On ne l'entend plus. Elle a mouillé une ligne dans le Rubicon – on l'a fait promptement lever le bouchon.

Raisonnant à l'échelle belge (Spitaels ne cessait de mettre en garde nos responsables contre cette perspective vicieuse), la SNCB supprime la circulation de 400 trains pour regonfler sa trésorerie – grave erreur de calcul, mais passons. La ponction sera de 300 en Wallonie.

Pour parfaire leur infinie complaisance envers la Flandre, nos ministricules ont signé avec elle un accord de coopération culturelle. Et zou ! Le jardin botanique « bicommunautaire » de Meise passe au domaine flamand. Bon, nous n'avons pas de revendication territoriale sur Meise, mais il y a de quoi pleurer devant les compensations dérisoires qu'ils ont obtenues, au lieu de se faire servir convenablement en coupant dans les obsessions d'homogénéité linguistique de nos voisins. Et zou encore ! Les francophones de la périphérie bruxelloise sont exclus du jeu qui ressemble au croquet de la reine dans *Alice au pays des merveilles*. Mais

bah, après la scission de BHV... Il n'y a que le premier pas qui coûte.

C'est cela, la Belgique ! Ou plutôt quelques échantillons de ce qu'elle est. Mais nos politiciens préfèrent gloser sur une ridicule référence aux années 1930 du discours royal du Nouvel An. Si au moins ils se rap-

pelelaient que Wallonie libre fut le premier réseau belge de résistance à l'occupant et qu'elle prit ce nom dans le sillage de la France libre, dès 1940 ! Tout de même, force leur est de regarder un peu le rosier du dragon qui approche. Comme leur épée est courte, et pliable leur boucher ! M. De Wever exige dans un jet de feu l'instauration du confédéralisme. Au lieu de saisir la balle au bond (ils la recevront de toute manière en pleine figure), notre ministre-président se déchaine, n'y voyant qu'un « piège à c... ». Quelle platitude dans le style, quelle indigence dans la pensée ! C'est dans des moments pareils que s'avive notre chagrin d'avoir perdu Spitaels.

Nos baronneis du régime se donnaient la peine, il y a deux ou trois ans, de parler d'un « plan B », expression un peu obscure, mais qui semblait recouvrir de mâles résolutions. Finie la chanson, depuis que M. Di Rupo baigne dans son rêve d'habiter le 16, rue de la Loi. Que ne fera-t-il pas pour y rester ? Comme le prédisait de longue date son ami Charles Picqué, hélas sur le départ, ses maîtres thiois lui réclament la cogestion de Bruxelles pour consentir à une survie zombifuge de l'État belge. Imagine-t-on l'effondrement qu'une telle capitulation amènerait sur nous ? Pour les Bruxellois, francophones à plus de 90 %. Mais aussi pour les Wallons, qui,

même s'ils ne s'en rendent pas assez compte, sont les mieux placés pour se brancher sur les réseaux financiers et diplomatiques de la ville. Si M. Di Rupo acquiesce à cette félonie, il prendra place parmi les plus grands traîtres qu'ait portés la terre wallonne.

Ne cachons pas notre inquiétude. Avant que la sixième réforme de l'État n'entre dans les faits – on est au point mort, un an après les signatures – la nouvelle avalanche flamande va fondre sur les positions friables des francophones. Le refus du « plan B » rétrécit à l'extrême leurs possibilités de manœuvre, face aux assauts mûrement calculés de l'adversaire – qui est loin de se résumer à la NVA. Il ne reste qu'à espérer un redressement, comme celui du père Joffre sur la Marne : dans l'urgence, dans l'improvisation. C'est dangereux, mais à quoi d'autre s'accrocher ?

Wallons, souvenez-vous de votre âme française. Et battez-vous !

Jacques Rogissart

Supplément à "4 millions 7"

Janvier 2013

Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS

rue Middebourg 65,

1170 Bruxelles

Comité de rédaction :

François Detif,

Jean-François Goosse,

Jean-Paul Roos

Collaborateurs :

Pierre Bertrand, Cédric Chopin,

François Detif, Paul Durieux,

Jean-François Goosse,

Adrien Laurant, Pierre Mélot,

Jacques Rogissart,

Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou non les rectifications orthographiques...